

M. Schroder: C'est un fait.

M. Keeper: Demandez donc aux évêques.

M. de Corneille: J'espère avoir bien replacé le bill C-131 dans le contexte de la lutte contre l'inflation, dont le but est de protéger nos aînés, ceux qui risquent d'être les plus touchés par les ravages de ce phénomène.

M. Taylor: Allez donc le dire au ministre.

M. de Corneille: Libéral que je suis, je suis fier des réalisations de mon parti, de sa tradition de sincérité et de sa lutte constante pour préserver la dignité des personnes âgées. Une fois que nous aurons réussi à faire adopter la législation établissant le programme des 6 et 5 p. 100 et que nous aurons eu raison de l'inflation, j'espère que nous continuerons aussitôt à avancer vers un monde meilleur en présentant de nouvelles mesures en faveur du retraité célibataire, lesquelles ne manqueront pas de soulever tollé chez les députés d'en face qui ne veulent plus entendre parler de progrès social.

M. Thacker: Vous allez même jusqu'à faire honte aux Phariséens.

M. de Corneille: Mais nous allons poursuivre la lutte en vue d'assurer l'adoption de nouvelles mesures en faveur du retraité célibataire et d'un meilleur régime de pensions pour tous les Canadiens.

M. Taylor: A qui doit-on ce verbiage?

M. de Corneille: Je m'engage à continuer la lutte sans fléchir.

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire qui vient juste de parler semble être un disciple fidèle et astucieux du premier ministre (M. Trudeau). Il a dit ce qui, selon lui, plaît à nos concitoyens après quoi, lui et son gouvernement font exactement l'inverse.

M. Friesen: C'est vrai.

M. Halliday: Le représentant a exprimé ses inquiétudes à l'égard des besoins d'ordre social qu'ont les Canadiens. Pourtant, le bill dont parle le député d'Eglinton-Lawrence (M. de Corneille) veut justement abolir un programme social. C'est bien le genre d'hypocrisie dont son intervention était truffée. Je souhaite que le député d'Eglinton-Lawrence revoie son allocution à la lumière du jour et qu'il compare ce qu'il a affirmé avec ce que le gouvernement a fait au cours des dernières années.

Bien des choses ont été dites à propos du bill C-131, mais je voudrais le replacer dans le contexte des dix ou quinze dernières années de gouvernement. L'équipe actuellement au pouvoir essaie de gouverner en se fondant sur des slogans. Nous avons, entre autres, pu entendre des choses comme: «Ce pays est fort; nous jugulerons l'inflation; pour une société équitable». Maintenant le gouvernement nous sert le programme des 6 et 5 p. 100 qu'il présente au moment qu'il juge le plus approprié. Le gouvernement estime que le temps est venu de faire croire au peuple canadien qu'un programme de ce genre, s'il est bien

Sécurité de la vieillesse—Loi

présenté, à grand renfort de publicité, s'insérera admirablement dans la reprise économique qui est sur le point d'arriver. Le gouvernement a mis sur pied un comité spécial formé de membres du cabinet du Premier ministre et du Sénat qui sont chargés de vanter le programme. C'est là un slogan pour la survie du parti libéral actuel.

Il y a quelques mois, on nous a remis un dossier de deux ou trois pouces d'épaisseur. Ce dernier contenait, entre autres, une brochure de deux pages intitulée «la stratégie des 6 et 5 pour les trois prochains mois.» Voyons ce que ce comité spécial du gouvernement nous propose. Il a dressé la liste de ce que les ministres et les députés libéraux de l'arrière-ban doivent faire. Parmi les nombreux points inscrits sur la liste, on retrouve au n° 11:

S'efforcer continuellement de comprimer les dépenses gouvernementales dans le cadre du programme des 6 et 5 p. 100 et se montrer en faveur de la politique d'austérité;

C'est donc la priorité que se donne ce gouvernement: comprimer ses dépenses. Le point n° 11 de cette liste s'avère un truc commercial visant à faire accepter à nos concitoyens l'idée que le gouvernement doit enfin comprimer ses dépenses. Mais nous savons très bien que le gouvernement n'agit pas ainsi. Ne nous a-t-on pas parlé, justement cet après-midi, du coquet cadeau offert à Maislin? Ne savons-nous pas que le gouvernement a dépensé récemment \$600 millions pour acheter une société pétrolière qui ne fournira pas une goutte de pétrole au pays? C'est de la pure hypocrisie de prétendre que le gouvernement fait preuve de sérieux à ce sujet. Nous savons bien que ses actes démontrent le contraire.

Quand on y réfléchit mûrement, on se rend compte que non seulement cette mesure lèse les personnes âgées, comme ce prétendu programme de 6 et 5 p. 100, mais qu'en plus voilà que le gouvernement nous assène cette motion de clôture déguisée qu'est l'attribution de temps. A quinze reprises au cours de la session actuelle, le gouvernement a eu recours à l'attribution de temps de parole ou à la clôture pour mettre un terme à un débat. Mieux: depuis le début de l'année, le gouvernement a imposé une limite aux délibérations sur tous les projets de loi qu'il a présentés à la Chambre. Le gouvernement a baillonné l'opposition. Il se refuse à entendre la vérité sur ce genre de programme social qui empêche nos vieillards de jouir de la vie et de profiter des jours qui leur restent. C'est une gifle retentissante qu'il leur donne. A coup de slogans, il voudrait les convaincre d'emboîter le pas. Nous avons entendu le secrétaire parlementaire prétendre qu'ils voulaient, eux aussi, faire leur part. Il a dit en fait que les personnes âgées voulaient participer au programme d'austérité puis qu'elles avaient un revenu réel plus bas. J'ai peine à en croire mes oreilles. Je crois que les personnes âgées ne manqueront pas de lui faire savoir aux prochaines élections qu'il ferait bien de ne pas déclarer, en leur nom, qu'elles acceptent maintenant ces nouvelles restrictions.

M. de Corneille: Nous verrons bien.